

Couverture médicale : Le diagnostic de la BAD

Compte Test - 2013-12-27 10:06:00 - Vu sur pharmacie.ma

La Banque africaine de développement (BAD) a publié son rapport d'évaluation du programme d'appui à la réforme de la couverture médicale (PARCOUM). Ce programme est aujourd'hui dans sa phase 3 (PARCOUM III).

Selon les experts de la BAD, malgré leur augmentation, les dépenses publiques de santé demeurent faibles au Maroc. A titre indicatif, le budget prévu pour le ministère de la Santé en 2013 représente seulement 5% du budget de fonctionnement de l'Etat (contre 20% pour le ministère de l'Education nationale). Malgré cette faible part, les besoins financiers du Maroc s'élèvent à 66,5 milliards de dirhams, soit l'équivalent de 6 milliards d'euros.

Pour 2013, ces besoins sont couverts par les ressources propres du pays (5,4 milliards d'euros, soit 89,8%) et par des ressources extérieures (0,6 milliard d'euros, soit 10,2%). A ce jour, les indicateurs de santé et d'utilisation des services de santé n'ont pas connu l'amélioration qu'on aurait pu attendre au vu du PIB par habitant du pays, soulignent les experts de la BAD. La mortalité infantile, par exemple, apparaît plus élevée que dans un certain nombre de pays affichant un niveau comparable de revenu par habitant comme l'Egypte ou la Tunisie.

La BAD constate aussi l'existence de fortes disparités selon le milieu (urbain ou rural). A titre indicatif, dans le Maroc rural, la mortalité maternelle est de 43% plus élevée qu'en zone urbaine. La proportion d'enfants qui souffrent de malnutrition chronique (retard de croissance) est beaucoup plus importante en milieu rural qu'en milieu urbain (20,5% contre 8,6%). En outre, malgré les efforts jugés importants consentis par le gouvernement pour améliorer l'accès aux soins, plus de la moitié de la population (51%) ne bénéficie pas d'un mécanisme de protection du risque. Près de 34% de la population est couverte par une assurance maladie (10,7 millions de personnes) à travers l'assurance maladie obligatoire (AMO), les régimes internes et mutuelles et les entreprises d'assurance. Environ 15% de la population était couverte par le RAMED à la fin juillet 2013 (5,1 millions de personnes). Finalement, le groupe constitué des populations «indépendantes» et estimé à près de 10 millions de personnes, reste pour le moment exclu de la couverture médicale de base (CMB).

Le Maroc connaît actuellement une augmentation sans précédent de la population couverte par l'assurance maladie, notamment du fait de sa généralisation, mais les difficultés rencontrées pour maintenir l'équilibre financier des organismes gestionnaires de l'AMO et l'absence d'organisme gestionnaire du RAMED font peser la menace d'une explosion des coûts à laquelle le Maroc pourrait avoir des difficultés à faire face. Selon la BAD, il devient donc indispensable et urgent de mettre en place les outils permettant d'assurer la bonne gestion et le financement durable du système.